

## Russie/OTAN : maîtriser la confrontation

Par **Dmitri Trenin**

**Dmitri Trenin** est directeur du Carnegie Moscow Center et a récemment publié *Should We Fear Russia?*, Cambridge, Polity Press, 2016.

Traduit de l'anglais par Cécile Tarpinian.

La confrontation actuelle entre États-Unis, OTAN et Russie, si elle n'approche pas le niveau de la guerre froide, est porteuse de vrais dangers. L'expansion continue de l'OTAN vers l'est, le déploiement de la défense antimissile américaine en Europe, constituent pour Moscou de réels problèmes stratégiques. Les réactions militaires, de part et d'autre, sont encore limitées. La confrontation ne s'éteindra pas rapidement, mais un dialogue politique renouvelé pourrait la rendre maîtrisable.

**politique** étrangère

Le sommet de l'OTAN qui s'est tenu à Varsovie en juillet 2016 a concrétisé dans le domaine militaire les décisions politiques annoncées au sommet de Newport (pays de Galles) de septembre 2014, en réponse aux actions conduites par Moscou en Ukraine. La confrontation politico-militaire est donc de retour en Europe après un quart de siècle de « grandes vacances » qui a vu, après la fin de la guerre froide, la coopération régner en matière de sécurité. Cette nouvelle confrontation, à l'allure bien connue, est sans doute vouée à durer, et affectera lourdement la sécurité de tous les pays européens, membres de l'OTAN ou non. Il faut prendre la pleine mesure de cette situation pour, dans un premier temps, maîtriser les risques immédiats et très réels qui en découlent et, dans un second temps, trouver les moyens de stabiliser une situation sécuritaire dégradée en Europe.

Dans leur état actuel, les relations américano-russes et les relations Russie/OTAN sont souvent comparées à ce qu'elles furent durant la guerre froide – ce qui est trompeur. La confrontation d'aujourd'hui est très éloignée du conflit qui a opposé l'Union soviétique aux États-Unis des années 1940 aux années 1980, marqué par un affrontement idéologique fondamental, la réalité infranchissable du Rideau de fer, un isolement économique quasi-total, et la menace permanente d'une apocalypse nucléaire.

La situation présente est très différente, mais elle peut s'avérer tout aussi dangereuse. À recourir à l'analogie de la guerre froide, on s'incite à redouter des dangers qui ne reviendront pas – en s'interdisant de voir ceux qui menacent réellement.

### **Une nouvelle division de l'Europe**

Aux yeux de Moscou, l'OTAN est de nouveau l'instrument principal de la présence militaire et de la domination politiques américaines en Europe. Le Kremlin rejette farouchement les jugements occidentaux sur la politique russe en Crimée et en Ukraine, qui serait la cause centrale du renouveau de l'OTAN. Pour Moscou, c'est bien au processus d'élargissement de l'OTAN vers l'est, ouvert voici 20 ans, qu'il faut attribuer la rupture de la coopération de sécurité entre la Russie et l'Occident dans les années 1990 et 2000. Le président Poutine a explicitement identifié l'usage de la force militaire en Crimée en 2014 comme une action préventive contre une éventuelle accession à l'OTAN de l'Ukraine post-Maïdan.

Les décisions prises à Varsovie en 2016 avaient été publiquement discutées et n'ont pas surpris Moscou, qui a eu tout loisir de les analyser calmement ; elles n'ont donc pas, en elles-mêmes, ouvert de nouvelle crise. Le total des quatre bataillons nouvellement déployés par l'OTAN dans les trois États baltes et en Pologne, en plus d'une brigade multinationale déployée en Roumanie, sont très loin du contingent d'un million d'hommes qui a longtemps stationné en Allemagne de l'Ouest. La Force de réaction de l'OTAN, avec six nouveaux postes de commandement installés dans les États de l'est de l'Alliance, ne constitue pas une menace immédiate pour la Russie. Moscou suit de près les exercices plus fréquents conduits par l'OTAN près des frontières russes, mais ne peut les interpréter comme la préparation secrète d'une invasion imminente...

Et pourtant, l'Europe se retrouve de fait divisée, avec des conséquences très réelles. La ligne de démarcation du continent passe plus à l'est que jadis. Saint-Pétersbourg n'est éloigné de la frontière estonienne que de 200 kilomètres. La base militaire américaine la plus proche, dans la partie polonaise de l'ancienne Prusse-Orientale, se trouvera à 60 kilomètres seulement de la frontière russe, et à 135 kilomètres de Kaliningrad. Les planificateurs militaires russes ont pleinement conscience de la capacité de l'armée américaine à déplacer des forces importantes sur de grandes distances et en un temps réduit, et s'efforcent de prendre en compte diverses éventualités. Pour les Russes, le tampon de sécurité russe à l'ouest s'est considérablement réduit. Et la politique actuelle de l'OTAN est très largement vue à Moscou comme une stratégie d'endiguement (*containment*).

Au sommet de Varsovie, l'Alliance n'a pas formellement renié l'Acte fondateur sur les relations, la coopération et la sécurité mutuelles entre l'OTAN et la Russie de 1997, aux termes duquel l'Occident s'engageait à ne pas déployer de forces significatives ni d'armes nucléaires sur le territoire des nouveaux États membres. Si les niveaux de forces définis à Varsovie ne sont pas substantiellement augmentés, Moscou ne considérera probablement pas les déploiements de l'OTAN comme une menace de sécurité majeure. Mais peu de responsables russes acceptent l'idée selon laquelle ces forces constituent un moyen d'apaiser les craintes des alliés polonais et baltes par une sorte de cordon de sécurité destiné à dissuader une invasion russe : le Kremlin n'a nulle intention de conquérir ces pays, ni de restaurer l'empire soviétique. L'expansion des infrastructures de l'OTAN sur l'ancienne zone du pacte de Varsovie et l'ancien territoire soviétique, le remplacement des bases militaires soviétiques, sont plutôt vus comme une façon d'exercer une pression politique sur Moscou, et de défier son espace de sécurité. Pour l'heure cependant, le niveau de menace qui en résulte est vu comme acceptable : à l'évidence, il ne s'agit pas encore d'un *casus belli*.

La défense antimissile balistique (*Ballistic missile defense*, BMD) constitue quant à elle une problématique distincte. La décision américaine de déployer en Europe des systèmes de défense antimissile, prise d'abord par le président G. W. Bush puis revue et redéfinie par Barack Obama, est intervenue bien avant la crise en Ukraine. Pour Moscou, la défense antimissile mise en place par Washington en Europe a toujours été – et demeure – partie intégrante d'une architecture globale de défense antimissile vouée à contrer la dissuasion nucléaire russe (et chinoise). Les dirigeants russes ne prennent pas pour argent comptant l'explication avancée par les États-Unis, selon laquelle les défenses installées en Europe seraient destinées à protéger les membres de l'Alliance d'une attaque de missiles en provenance de l'Iran. Le Kremlin estime son interprétation pleinement validée par le refus du président américain d'annuler le programme après la signature du Joint Comprehensive Plan of Action (JCPOA) en 2015 sur les programmes nucléaires iraniens.

Les officiels russes admettent que les systèmes de défense antimissile américains, tels que planifiés initialement, n'auraient pas de capacités significatives contre les forces nucléaires stratégiques russes. Ils soulignent cependant qu'une modification de ces systèmes pourrait bel et bien constituer une menace. La base de défense antimissile déployée en Roumanie, devenue opérationnelle en 2016, ainsi que celle qui doit ouvrir en Pologne en 2018 ne sont couvertes par aucun accord international, et sont donc, pour les inspecteurs russes, illicites. Même si la Russie dispose des moyens techniques nationaux de surveillance de ces bases, il

subsiste, pour les observateurs russes de l'OTAN, nombre d'incertitudes importantes concernant les intentions de Washington.

Ces incertitudes sont militaires, mais aussi politiques. En accueillant le Monténégro dans l'Alliance, le sommet de Varsovie a clairement manifesté son intention de poursuivre l'élargissement de l'organisation sans prendre en compte l'opposition russe. Mais en affichant sa détermination globale, l'OTAN réunie à Varsovie ne s'est cependant pas empressée d'accueillir la Géorgie, malgré des progrès démocratiques manifestes ; elle a simplement noté que la demande d'adhésion de Tbilissi restait à l'étude. Sur l'Ukraine, le sommet a adopté un autre ton. La demande d'adhésion de Kiev a été peu évoquée, tandis que l'accent était mis sur l'assistance militaire des pays membres de l'OTAN en faveur de l'Ukraine. Dans la mesure où Kiev considère être *de facto* en guerre avec la Russie, la nature et l'échelle de cette assistance seront étroitement surveillées par Moscou.

Ayant renoncé à leur neutralité politique en rejoignant l'Union européenne (UE) dans les années 1990, la Suède et la Finlande se sont rapprochées, sur le plan militaire, de l'OTAN et des États-Unis. Au moment même du sommet de Varsovie, des experts ont publié un rapport commandé par les ministères des Affaires étrangères de Stockholm et d'Helsinki. Si ce dernier ne comportait nulle recommandation – dans

### Suède et Finlande se rapprochent de l'OTAN

un sens ou un autre – sur l'adhésion à l'OTAN, la tendance générale, dans ces deux pays, n'en apparaît pas moins clairement. Après les événements d'Ukraine, la Suède a commencé à considérer ouvertement la Russie comme un adversaire potentiel ; et la Finlande, pour la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale, a exprimé publiquement ses inquiétudes concernant son « imprévisible voisin » oriental. Si Helsinki et Stockholm décidaient de rejoindre l'OTAN – aussi improbable que cela paraisse dans un futur prévisible –, Moscou serait confrontée à un voisinage hostile de l'Arctique à la mer Noire en passant par la Baltique, à l'exception de la seule Biélorussie.

Dans la région de la mer Noire, l'OTAN a renforcé une présence militaire jusqu'ici peu importante en Roumanie et en Bulgarie. Les exercices navals, impliquant aussi les pays candidats que sont l'Ukraine et la Géorgie, sont devenus plus fréquents. L'US Navy est désormais présente de façon semi-permanente en mer Noire. Si l'intégration de la Crimée dans la Fédération de Russie en 2014 a renforcé la position de Moscou dans la région, le nouvel équilibre de puissance est désormais activement contesté par l'OTAN, avec une présence militaire américaine bien plus manifeste qu'auparavant. La dégradation, brève mais brutale, des relations russo-turques, qui ne se

sont rétablies qu'en août 2016, a généré de fortes tensions sur le flanc sud-ouest de l'environnement stratégique russe.

Moscou a répondu aux prises de position de l'OTAN dès avant le sommet de Varsovie. Le Kremlin a annoncé le déploiement de trois nouvelles divisions dans la région militaire ouest ; il a poursuivi ses exercices militaires éclairs dans la partie européenne de la Russie, qui perturbent l'Ukraine et certains membres de la partie est de l'OTAN ; et renforcé sa présence militaire dans l'enclave de Kaliningrad, située au cœur du territoire otanien. Misant sur cette position avancée de Kaliningrad, la Russie y a installé des missiles à capacité nucléaire *Iskander*, signalant ainsi aux États-Unis et à l'OTAN que leurs positions en Pologne pouvaient se trouver menacées.

Moscou n'a pas obtenu l'accord de Minsk pour construire une nouvelle base aérienne en Biélorussie, mais la coopération militaire russo-biélorusse s'est pourtant renforcée. La Biélorussie constitue désormais un tampon entre le territoire russe et les pays de l'Alliance atlantique. Bien qu'officiellement allié de Moscou, Minsk entend se tenir à l'écart de la confrontation croissante entre la Russie et l'Occident, et parvient même à tirer quelque bénéfice du régime de sanctions imposé par les États-Unis et l'UE à la Russie, ainsi que des contre-sanctions de Moscou. Minsk maintient également des relations normales avec Kiev et accueille dirigeants russes et ukrainiens pour discuter de la situation du Donbass.

Si les tensions OTAN-Russie ne sont pas comparables à celles qui opposaient l'Alliance atlantique au pacte de Varsovie, elles comportent des risques notables. L'OTAN insiste sur la proportionnalité et la transparence de sa réponse. Ses dirigeants répètent qu'ils ne cherchent pas la confrontation, et ne souhaitent pas le retour de la guerre froide. Pourtant, la confrontation est bien là, impossible à ignorer. Contrairement à la guerre froide, le nouveau conflit est hautement asymétrique, la Russie étant dominée sur les plans des effectifs, des armements, des capacités dans presque tous les domaines, sauf celui des armes nucléaires – et quant à la capacité à conduire une action rapide et déterminée. En outre, à la différence de la période de la guerre froide, il n'existe guère de respect entre les parties – y compris entre hauts dirigeants. Enfin, la crainte de la guerre nucléaire a reculé, et la tentation est plus forte de recourir à une stratégie de la corde raide.

Les bombardiers stratégiques russes ont ainsi survolé les frontières de pays membres de l'OTAN pour administrer un message clair : si le conflit ukrainien devait s'aggraver, ces pays en seraient, eux aussi, affectés. Des

avions de reconnaissance et des navires de guerre américains, ou d'autres pays de l'Alliance, se sont eux aussi approchés des frontières russes, pour surveiller la situation et transmettre un message en retour : l'Occident se préoccupe de l'Ukraine, et l'Alliance fera ce qu'il faut pour protéger ses membres orientaux exposés. Ces manœuvres ont parfois provoqué des rencontres où appareils russes et otaniens se sont retrouvés près, trop près les uns des autres, au risque immédiat d'accidents potentiellement fatals.

Le jeu du chat et de la souris s'étant répété en mer Baltique et en mer Noire, opinions et dirigeants occidentaux ont appelé la Russie à mettre fin à ses pratiques, ce qui n'a guère impressionné le Kremlin, pour qui la cause réelle de ces confrontations réside dans les actions de l'Occident, à commencer par ce que Moscou considère comme le « coup de Maïdan » à Kiev ou, plus largement, le projet global d'élargissement à l'est de l'OTAN. La plupart de ces initiatives intervenant au voisinage des frontières russes, le Kremlin s'affirme légitime à défendre la souveraineté du pays et à protéger ses intérêts de sécurité nationale.

Après l'échec, en septembre 2016, d'un énième effort de coopération américano-russe en Syrie, le président Poutine a décidé de suspendre l'accord sur le recyclage du plutonium militaire avec Washington. Dans sa lettre officielle à la Douma (la chambre basse du Parlement), le président russe énumère une série de changements défavorables et importants survenus dans l'environnement de sécurité de la Russie, et qui le conduisent à se retirer de l'accord américano-russe. En haut de la liste : l'élargissement de l'OTAN ; l'expansion de l'infrastructure otanienne en direction des frontières russes ; le déploiement du système de défense antimissile balistique des États-Unis et de l'OTAN. Une amélioration conséquente des relations russo-occidentales ne serait possible, selon Poutine, que si ces sujets étaient sérieusement discutés. Un revirement de l'OTAN étant hautement improbable dans un futur proche, tout comme un changement de ligne russe correspondant aux demandes de l'Occident, les relations OTAN-Russie devraient demeurer gelées.

### **Que faire ?**

Alors que le sommet de 2014 au pays de Galles semblait avoir sonné le glas du partenariat OTAN-Russie, le sommet de 2016 à Varsovie paraît avoir débouché sur une situation que beaucoup pensaient révolue à jamais : une confrontation militaire en Europe. Le nouveau conflit entre la Russie et l'Occident, d'abord produit de la crise ukrainienne, s'installe dans la permanence. Plutôt que de déplorer cet état de fait, ou de s'en rejeter mutuellement la responsabilité – ce que les deux camps ne

manqueront pas de faire –, la seule issue possible aujourd’hui est de faire en sorte que la nouvelle confrontation ne conduise pas à un conflit majeur. Pour cela, il faut stabiliser les tensions, apprendre à contrôler le niveau de cette confrontation, et laisser les canaux de communication ouverts à des échanges sérieux.

Pour que ces échanges puissent être productifs, chaque partie doit d’abord s’efforcer de comprendre le point de vue de l’autre. Les Russes doivent admettre que la réponse de Moscou au mouvement de Maïdan – d’abord en Crimée, puis dans le sud-est de l’Ukraine – a constitué un défi crucial au système mondial dirigé et garanti par les États-Unis, et porté un coup violent au régime de paix européen, devenu un article de foi pour les responsables allemands, français et des autres pays européens. Cet enjeu est fondamental, et la confrontation qui en résulte ne peut pas être minimisée. Les deux parties auront ici une rude bataille à mener avant qu’une issue claire ne se dessine.

De son côté, l’Occident doit reconnaître que les tensions avec la Russie ne découlent pas seulement d’un tournant autoritaire, nationaliste et vindicatif de Moscou. L’histoire européenne invite à comprendre que lorsqu’on échoue, après un conflit majeur – la guerre froide en fut un – à créer un ordre international acceptable par la partie vaincue – et l’Union soviétique n’a pas survécu à la guerre froide –, il en résulte inévitablement un renouveau de la confrontation. La célèbre expression du président américain George H. W. Bush sur une « Europe unie et libre » concernait tous les pays situés à l’ouest de la frontière russe : la Russie était vue comme un partenaire, non comme une partie prenante. L’élargissement de l’OTAN, promu par ses initiateurs comme le symbole d’une paix démocratique et d’un développement consolidés à l’échelle du continent, est apparu aux yeux des élites russes comme un moyen de renforcer la position stratégique triomphante de l’Ouest face à une Russie marginalisée.

Cette « reconnaissance » mutuelle ne signifierait pas l’acceptation du discours de l’autre. Il n’y a pour ainsi dire aucun point de rencontre entre ces deux visions dominantes du passé récent. Mais c’est le présent, et le futur, qui doivent retenir l’attention. Pour le présent, l’enjeu le plus urgent est, à l’évidence, de prévenir tout incident entre les appareils militaires russes et otaniens dans les espaces aériens et maritimes européens. Quelle que soit la source de la confrontation actuelle, une collision avec d’éventuelles pertes la porterait à un niveau qualitativement beaucoup plus dangereux. La prévention des incidents doit être recherchée et institutionnalisée en priorité.

Pour le futur, la confrontation militaire le long des frontières occidentales de la Russie étant déjà un état de fait, l'enjeu est de maintenir les forces au niveau le plus bas possible. Les renforcements annoncés avant le sommet de Varsovie – 4 000 personnels alliés stationnés de façon tournante en Pologne et dans les États baltes – ne devraient pas agiter outre-mesure l'état-major russe. Quant à la réplique russe qui consiste à déployer trois divisions dans la région militaire ouest, elle était entièrement prévisible. Idéalement, les deux parties devraient en rester là. Dans le cas contraire, un cycle totalement contre-productif, et absurde, de remilitarisation de l'Europe, pourrait s'ouvrir.

Dans le domaine de la défense antimissile, une logique d'action-réaction pourrait aussi conduire à une nouvelle course à l'armement. Le site roumain, tel qu'actuellement configuré, ne constitue pas, de l'aveu même des Russes, un problème majeur. Mais s'il devait être reconfiguré pour d'autres

### **Maintenir une communication continue entre OTAN et Russie**

types de missiles – ce qui est techniquement possible – il pourrait le devenir. Pour dissiper les craintes de Moscou et prévenir sa réplique, la seule solution est l'adoption de mesures susceptibles de restaurer la confiance. Le site polonais, qui ne sera pas opérationnel avant 2018, ouvre le même dilemme : ou bien convaincre les Russes qu'ils n'ont aucune raison de sur-réagir, ou bien accepter la probabilité qu'ils le fassent. Kaliningrad, l'enclave russe en territoire otanien, est déjà en train de devenir une position avancée pour les contre-mesures russes, susceptibles de toucher l'Alliance loin dans sa profondeur.

Une communication continue, sans rupture et au niveau approprié, est indispensable pour maintenir la rivalité renaissante sous contrôle. Jusqu'à présent, les contacts OTAN-Russie ont été interrompus à chaque crise européenne : en 1999 sur le Kosovo et la Serbie, en 2008 pour l'Ossétie du Sud et la Géorgie, en 2014 lors de la crise en Crimée et en Ukraine. Chaque partie considère les contacts avec l'autre comme un privilège pouvant être suspendu à son gré. Le partenariat étant clos, cela ne devrait plus être possible. Au contraire, les conseils OTAN-Russie doivent être reconfigurés pour servir de mécanisme de gestion de conflit tout-terrain, fonctionnant même quand une crise perturbe la relation. Quant à la crise ouverte au Donbass, elle doit être contrôlée bien plus étroitement qu'elle ne l'est actuellement.

Si les principales dispositions politiques de l'accord de Minsk 2 restent lettre morte, d'abord du fait de l'incapacité de Kiev à les mettre en œuvre, des mesures doivent être prises conduisant les parties à se désengager



militairement du conflit, à la réduction et à la cessation des tirs d'obus et bombardements sur la ligne de contact. Une force de maintien de la paix sous l'égide de l'Organisation des Nations unies (ONU) pourrait être garante de la cessation complète des hostilités. Une situation sécuritaire stabilisée autoriserait des avancées politiques. Moscou resterait cependant déterminée à obtenir un statut d'autonomie du Donbass au sein de l'Ukraine. En dernière instance, le Kremlin veut obtenir des garanties constitutionnelles, légales, que l'Ukraine demeurera neutre entre l'OTAN et la Russie.

Durant la crise ukrainienne, les responsables militaires et politiques des deux camps ont été peu avares de déclarations dénonçant les torts de l'autre partie. Ils s'adressaient à leur opinion ou à l'opinion internationale, mais jamais à leurs homologues de l'autre côté de la nouvelle ligne de division européenne. La ligne de contact d'urgence entre le Kremlin et la Maison-Blanche ne suffit plus, même combinée à un contact direct entre secrétaire d'État américain et le ministre russe des Affaires étrangères. Le Commandant Suprême des forces alliées en Europe (Supreme Allied Commander Europe, SACEUR) doit pouvoir contacter le commandant de la région militaire Ouest en Russie, et le chef d'état-major russe avoir un accès direct au chef d'état-major des armées américain.

Une fois surmonté le choc de la rupture brutale, la Russie et l'Alliance atlantique devront s'adapter à la nouvelle réalité que dessine une rivalité qui promet de durer un certain nombre d'années. Si le conflit n'a rien d'anodin, il ne justifie sûrement pas une guerre européenne, laquelle peut être évitée par des mesures préventives communes. Il est sans doute encore trop tôt pour que responsables russes et occidentaux puissent débattre sérieusement d'une nouvelle architecture de sécurité en Europe : le cycle actuel de compétition commence à peine et il doit s'épuiser. Mais les responsables n'en doivent pas moins rester en contact permanent pour empêcher que ce qui reste de l'architecture existante ne s'écroule sur eux – et sur leurs peuples.

Au-delà de l'immédiat présent, la Russie comme l'OTAN comprennent, bien sûr, que la sécurité de tous les pays européens est interconnectée. Elles pourraient se mettre d'accord, à moyen terme, sur certaines mesures de maîtrise des armements, qui s'ajouteraient à des mesures et des mécanismes destinés à restaurer une confiance mutuelle. Elles pourraient aussi trouver la voie d'une collaboration bilatérale dans la lutte contre l'extrémisme et le terrorisme qui les menacent également, notamment au Moyen-Orient. Elles pourraient même aller jusqu'à stabiliser leurs tensions en Arctique. Enfin, les relations politiques entre la Russie et les pays

membres, et les institutions de l'Alliance pourraient se teinter d'une correction un peu chaleureuse, rappelant les périodes les plus calmes de la guerre froide. Cela ne suffirait peut-être pas à sceller la confiance, mais permettrait aux deux parties de se sentir un peu plus en sécurité.

À plus long terme, les relations Russie-OTAN seront de plus en plus tributaires du réseau plus large d'alliances et de rivalités de sécurité dans la « grande Eurasie » qui émerge du Pacifique à l'Atlantique. La Chine y affirme déjà continûment sa position géopolitique et stratégique – et pas seulement économique. Sans devenir des alliés militaires, Pékin et Moscou coopèrent de plus en plus étroitement sur un certain nombre d'intérêts de sécurité parallèles, rejetant conjointement l'ordre mondial dominé par les États-Unis. L'OTAN est concernée : au <sup>xxi</sup><sup>e</sup> siècle, la zone euro-atlantique et l'Asie-Pacifique ne sont plus deux univers stratégiques disjoints.

La « grande Eurasie » présente déjà un paysage stratégique multipolaire. Si la Chine en est certainement un pôle de premier ordre, la Russie reconstruit ses capacités militaires classiques et se montre à nouveau très active au plan géopolitique sur tout le continent : de l'Arctique à l'Europe de l'Est en passant par le Moyen-Orient et l'Asie centrale. L'Inde s'affirme comme une grande puissance continentale et maritime. D'autres joueurs indépendants entrent dans la mêlée sur le plan régional : Turquie, Iran, Arabie Saoudite, Pakistan... Il faut aussi compter avec de redoutables acteurs non étatiques, Daech ou talibans entre autres. Le nombre de concurrents actifs ira en augmentant : l'environnement de sécurité en devient plus complexe, et exige une nouvelle approche de la stabilité régionale et continentale.

Face à l'activisme de la Russie et à la montée en puissance de la Chine, les États-Unis, qui voient dans ces deux pays leurs deux premiers adversaires en termes de sécurité, cherchent à redynamiser leurs alliances en Europe, en Asie et au Moyen-Orient. Mais certains alliés stratégiques de Washington, comme la Turquie, Israël ou le Japon, cherchent aussi un terrain d'entente avec Moscou. D'autres, comme les États du Golfe, diversifient leurs stratégies pour se détacher d'une dépendance excessive vis-à-vis de Washington. Si les Européens, dans leur ensemble, restent solidaires, l'organisation future de l'Europe sera déterminée par l'issue de la crise vitale à laquelle se trouve confrontée l'UE, crise aux multiples aspects : économique, politique et social. Pour l'heure, l'OTAN semble tenir bon, après avoir finalement redécouvert sa vocation originelle, mais rien ne peut être tenu pour acquis à long terme.

Aujourd'hui que l'OTAN se présente à nouveau comme une alliance contre la menace russe, elle ne peut plus être un partenaire, ni même un

homologue diplomatique, pour Moscou. Face à une Alliance disciplinée, consolidée, il ne peut y avoir d'autre interlocuteur valable que son leader, c'est-à-dire Washington – et non Bruxelles. Les Russes s'adressent donc à nouveau aux Américains pour discuter des affaires de sécurité européennes. Dans un tel contexte, les relations Russie-OTAN en sont réduites à un niveau technique, consistant à échanger quelques rares messages officiels tout en cherchant à savoir (un peu moins officiellement...) ce que l'adversaire a réellement en tête.



---

**Mots clés**

Russie  
États-Unis  
Alliance atlantique  
Sommet de Varsovie